



Commission européenne



# L'Union européenne et la Russie:

Voisins proches,  
acteurs internationaux,  
partenaires stratégiques

**Commission européenne**

Direction générale relations extérieures

174, rue de la Loi

B-1049 Bruxelles

Tél.: (+32) 2 299 11 11

Fax: (+32) 2 299 39 41

Email: [Relex-Feedback@ec.europa.eu](mailto:Relex-Feedback@ec.europa.eu)

Internet: [http://ec.europa.eu/external\\_relations/](http://ec.europa.eu/external_relations/)

Pour obtenir des informations hebdomadaires par courriel de la direction générale des relations extérieures, veuillez consulter le site: [http://ec.europa.eu/external\\_relations/](http://ec.europa.eu/external_relations/)

**Europe Direct est un service destiné à vous aider à trouver des réponses  
aux questions que vous vous posez sur l'Union européenne.**

**Un numéro unique gratuit (\*):  
00 800 6 7 8 9 10 11**

(\*) Certains opérateurs de téléphonie mobile ne permettent pas l'accès aux numéros 00 800  
ou peuvent facturer ces appels.

De nombreuses autres informations sur l'Union européenne sont disponibles sur l'internet  
via le serveur Europa (<http://europa.eu>).

Une fiche bibliographique figure à la fin de l'ouvrage.

Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes, 2007

ISBN: 978-92-79-06391-6

© Communautés européennes, 2007

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.

*Printed in Belgium*

IMPRIMÉ SUR PAPIER BLANCHI SANS CHLORE

# L'Union européenne et la Russie:

Voisins proches,  
acteurs internationaux,  
partenaires stratégiques



COMMISSION EUROPÉENNE  
Relations Extérieures



# Table des matières

<b>I. Europe et Russie: Construire un partenariat stratégique</b>	<b>3</b>
<b>II. Commerce et coopération économique</b>	<b>7</b>
<b>III. Énergie, changement climatique et environnement</b>	<b>10</b>
<b>VI. Liberté, sécurité, justice et droits de l'homme</b>	<b>14</b>
<b>V. Coopération en matière de politique étrangère et sécurité extérieure</b>	<b>16</b>
<b>VI. Recherche, éducation et culture</b>	<b>18</b>
<b>VII. Programmes de coopération et projets UE</b>	<b>21</b>
<b>VIII. Coopération avec les régions de Russie</b>	<b>23</b>
<b>Annexe – Données chiffrées</b>	<b>26</b>

# I. Europe et Russie: Construire un partenariat stratégique



Saint-Basile, célèbre cathédrale de Moscou

L'une des priorités essentielles de l'Union européenne est de construire avec son partenaire majeur qu'est la Fédération de Russie un partenariat stratégique fort, fondé sur des bases solides de respect mutuel. Alors qu'elle est le plus grand pays voisin de l'UE, la Russie s'en est encore rapprochée par les élargissements de 2004 et 2007. La stratégie européenne de sécurité de 2003 souligne le rôle fondamental joué par la Russie en termes de géopolitique et de sécurité, tant au niveau international que régional: au Conseil de sécurité des Nations unies mais aussi dans notre voisinage européen commun, en raison du contexte historique, de la proximité géographique ou des liens culturels dans lesquels l'apport de la Russie à notre patrimoine commun est déterminant. Par ailleurs, la Russie est aussi un grand fournisseur de produits énergétiques de l'UE. Dotée d'une croissance économique considérable, la Russie est un grand marché dynamique pour les biens et services de l'UE tandis que le marché de l'UE est de loin la plus importante destination de ses exportations. Les plus grands investisseurs en Russie sont des entreprises de l'UE<sup>1</sup>.

La Russie et les pays qui forment l'Union européenne sont tous membres des Nations unies, de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et du Conseil de l'Europe. Tous sont animés par la volonté de préserver et de respecter les valeurs et les principes fondamentaux de la démocratie, des droits de l'homme, de l'État de droit et de l'économie de marché. Ces valeurs sous-tendent les relations bilatérales UE-Russie et sa base juridique, l'accord de partenariat et de coopération. L'UE est fermement attachée à œuvrer de concert avec la Russie afin d'encourager la stabilité politique, sociale et économique au niveau régional et dans le monde. La Russie et l'UE doivent collaborer afin de combattre les nouvelles menaces qui pèsent sur la sécurité, comme le terrorisme, la criminalité, l'immigration clandestine et la traite des êtres humains, ainsi que le trafic de stupéfiants. La Fédération de Russie est aussi un partenaire crucial dans la lutte contre le changement climatique.

D'ores et déjà, l'UE et la Russie coopèrent de multiples manières: modernisation de l'économie russe et son intégration dans l'économie mondiale, sécurité, dossiers internationaux et coopération dans la politique commune de voisinage de l'Europe orientale.

L'UE et la Russie entretiennent un dialogue approfondi sur les dossiers politiques internationaux, qu'il s'agisse de résoudre des conflits, tels que ceux qui touchent le Moyen-Orient, l'Afghanistan, les Balkans occidentaux et le Soudan, ou d'empêcher la prolifération des armes de destruction massive et des technologies développées pour les produire, comme c'est le cas pour l'Iran et la Corée du Nord.

*Je suis fermement convaincu que l'unité complète de notre continent ne pourra être achevée que si la Russie, qui est le plus vaste Etat européen, fait partie intégrante du processus. (...) Aujourd'hui, en construisant un Etat démocratique souverain, nous partageons les valeurs et les principes de la vaste majorité des Européens. (...) Il est de notre intérêt que l'Europe soit stable, prospère et unie. (...) Développer des liens élaborés avec l'UE répond à un choix raisonné de la Russie.*

**Lettre du président russe Vladimir Poutine commémorant le 50<sup>e</sup> anniversaire de la signature des traités de Rome, le 25 mars 2007**

<sup>1</sup> Voir les données chiffrées à la fin du présent document.

# Cadre de l'action politique

## L'accord de partenariat et de coopération (APC)

La base légale des relations avec la Russie est l'accord de partenariat et de coopération. Il est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> décembre 1997 pour une durée initiale de 10 ans et sera automatiquement prorogé annuellement après 2007, sauf retrait de l'une des parties. Il définit les principaux objectifs communs, établit le cadre institutionnel pour les contacts bilatéraux et prévoit des activités et un dialogue dans un certain nombre de domaines.

L'accord de partenariat et de coopération est fondé sur les principes et les objectifs suivants: promotion de la paix et de la sécurité dans le monde; soutien aux normes démocratiques ainsi qu'aux libertés politiques et économiques. Il est basé sur le principe du partenariat mutuel: il s'agit de renforcer les liens politiques, commerciaux, économiques et culturels.

Les dispositions de l'APC couvrent un large éventail de domaines d'action, notamment le dialogue politique; le commerce des biens et services; les entreprises et les investissements; la coopération financière et législative; les sciences et la technologie; l'éducation et la formation; l'énergie, la coopération dans le domaine des technologies nucléaires et spatiales; l'environnement, les transports; la culture; et la prévention des activités illicites.

L'APC établit un cadre institutionnel pour des consultations régulières entre l'Union européenne et la Fédération de Russie, comme suit:

- Au niveau des **sommets** des chefs d'État et de gouvernement, qui se tiennent deux fois par an et définissent la direction stratégique imprimée aux relations UE-Russie.
- Au niveau ministériel, au sein du **Conseil permanent de partenariat (CPP)**, qui permet aux ministres responsables des différents domaines politiques de se réunir aussi souvent que nécessaire et d'examiner ensemble des questions spécifiques. Jusqu'à présent, les CPP ont réuni des ministres des affaires étrangères, de la justice et des affaires intérieures, de l'énergie, des transports et de l'environnement.
- Au **niveau des hauts fonctionnaires et des experts**.
- Le **dialogue** politique a lieu lors des réunions régulières des ministres des affaires étrangères, des réunions des hauts fonctionnaires de l'UE avec leurs homologues russes, des réunions mensuelles de l'ambassadeur de Russie auprès de l'UE avec la troïka du Comité politique et de sécurité et au niveau des experts dans une vaste gamme de questions internationales d'actualité.<sup>2</sup>



Poignée de main du président Barroso et du président Poutine

<sup>2</sup> La troïka de l'UE comprend des fonctionnaires de l'Etat membre assumant la présidence de l'UE, la présidence sortante et la présidence suivante, de la Commission européenne et du secrétariat du Conseil de l'UE. Les experts d'environ 10 groupes de travail spécialisés du Conseil (<http://eu.eu.int>) se réunissent aussi deux fois par an avec leurs homologues russes. Ces groupes de travail d'experts traitent de problèmes d'intérêt commun à caractère régional (Europe orientale et Asie centrale, Balkans occidentaux, Asie, Afrique du Nord/Moyen Orient/Méditerranée, Amérique latine et pays candidats à l'UE) et à caractère sectoriel (OSCE et Conseil de l'Europe, NU, terrorisme, désarmement et non prolifération).

- Depuis 2005 se tiennent régulièrement des **consultations sur les questions des droits de l'homme** (voir section Droits de l'homme).
- Entre le Parlement européen et le Parlement russe (la Douma et le Conseil de la Fédération) au sein du **Comité de coopération parlementaire** UE-Russie. Les membres des deux parlements se réunissent régulièrement et échangent leurs vues sur les dossiers d'actualité.

Pour compléter les dispositions de l'APC, **un certain nombre d'accords sectoriels et internationaux existent**, ainsi que d'**autres mécanismes de coopération** (voir section ci-après).

*L'acier et le textile* sont les principaux secteurs couverts par les *accords commerciaux bilatéraux*. Le dernier accord sur l'acier couvre les années 2007 et 2008. Il prendra fin le jour de l'adhésion de la Russie à l'OMC.

- En novembre 2002, reconnaissant l'importance des efforts déployés par la Russie pour passer à une économie de marché à part entière, l'UE a accordé le «statut d'économie de marché» aux exportateurs russes. On notera que le dumping ne caractérise pas les relations commerciales UE-Russie à l'heure actuelle et que seules 10 mesures anti-dumping sont aujourd'hui en vigueur, ce qui représente moins de 0,5 % des importations UE en provenance de Russie.
- Les négociations bilatérales UE-Russie concernant l'adhésion de la Russie à l'OMC ont été achevées en 2004 tandis que les négociations au niveau multilatéral sont toujours en cours.

L'UE travaille actuellement avec la Russie sur un **nouvel accord post-2007** afin de remplacer l'actuel accord de partenariat et de coopération (APC). L'UE aussi bien que la Russie ayant connu de nombreux bouleversements politiques, économiques et sociaux depuis l'entrée en vigueur de l'APC en 1997, ceux-ci doivent être répercutés dans le nouvel accord.

Ce nouvel accord vise à fournir un cadre durable et global aux relations UE-Russie fondé sur le respect de valeurs communes; il constituera la base des relations au cours des années à venir.



La commissaire européenne Benita Ferrero-Waldner et le ministre russe des affaires étrangères Sergei Lavrov inaugurent l'Institut d'études européennes à Moscou, en septembre 2006

## Les espaces communs

Lors du *sommet de Saint-Petersbourg de mai 2003*, l'UE et la Russie ont convenu de renforcer leur coopération en créant à long terme **quatre «espaces communs»** dans le cadre de l'accord de partenariat et de coopération et sur la base de valeurs communes et d'intérêts partagés. Ces espaces communs sont les suivants:

1. **L'espace économique commun**, couvrant les questions économiques et l'environnement
2. **L'espace commun de liberté, de sécurité et de justice**
3. **L'espace commun de sécurité externe**, y compris la gestion des crises et la non-prolifération
4. **L'espace commun de recherche et d'éducation, y compris les aspects culturels.**

Le *sommet de Moscou de mai 2005* a adopté des feuilles de route devant servir d'instruments à court et moyen termes de la mise en œuvre des quatre espaces communs. Celles-ci s'appuient sur la coopération en cours telle que décrite ci-avant, fixent des objectifs spécifiques supplémentaires et précisent les actions nécessaires pour faire des espaces communs une réalité. Elles déterminent ainsi le calendrier des activités de coopération entre l'UE et la Russie à moyen terme.

## La dimension septentrionale et la coopération avec la région de la mer Baltique

La dimension septentrionale (DS) couvre une vaste région géographique qui s'étend des zones arctiques et subarctiques de l'Europe aux flancs sud de la mer Baltique, y compris les pays voisins; elle va, d'est en ouest, du nord-ouest de la Russie à l'Islande et au Groenland. Dans son champ d'action, la DS se focalise de plus en plus sur le **nord-ouest de la Russie**, qui forme le plus grand territoire couvert par cette politique. **La mer Baltique, l'oblast de Kaliningrad** avec ses perspectives de développement tirées de sa situation géographique particulière ainsi que les zones étendues de l'Arctique et la région de Barents, sont des régions prioritaires pour la politique de la dimension septentrionale. L'objectif de la DS est d'empêcher l'établissement de lignes de division dans le nord de l'Europe. Ses partenaires sont l'Union européenne, l'Islande, la Norvège et la Fédération de Russie; d'autres partenaires, notamment les organisations régionales, y participent.<sup>3</sup> Pour plus d'informations sur la dimension septentrionale, voir [http://ec.europa.eu/comm/external\\_relations/north dim/index.htm](http://ec.europa.eu/comm/external_relations/north_dim/index.htm)

## Coopération de la mer Noire

Avec l'adhésion à l'UE, le 1<sup>er</sup> janvier 2007, de la Bulgarie et la Roumanie, deux États riverains de la mer Noire, la prospérité, la stabilité et la sécurité de nos voisins a acquis encore plus d'importance. Aussi la Commission européenne propose-t-elle de compléter les politiques existantes à un niveau régional, telles que la politique européenne de voisinage (PEV), le processus de préadhésion avec la Turquie et le partenariat stratégique avec la Russie, par une initiative de coopération de la mer Noire. Dans la mesure du possible, la coopération aura lieu dans le cadre des mécanismes de coopération régionale en vigueur (tels que la Commission pour la protection de la mer Noire qui vise la protection de l'environnement). La coopération structurelle avec la Communauté économique de la mer Noire (CEMN) sera renforcée.

<sup>3</sup> Les organisations régionales sont les suivantes: le Conseil des Etats de la mer Baltique ([www.cbss.st](http://www.cbss.st)), le Conseil euro-arctique de la mer de Barents ([www.beac.st](http://www.beac.st)), le Conseil de l'Arctique ([www.arctic-council.org](http://www.arctic-council.org)) et le Conseil nordique des ministres ([www.norden.org](http://www.norden.org)).

## II. Commerce et coopération économique

Entre 2000 et 2006, les exportations de marchandises de l'UE27 vers la Russie ont plus que triplé en valeur, passant de 22,7 à 72,4 milliards d'euros, tandis que les importations de l'UE27 en provenance de Russie ont plus que doublé, passant de 63,8 à 140,6 milliards d'euros. La part de la Russie dans l'ensemble du commerce extérieur de marchandises de l'UE27 a presque doublé entre 2000 et 2006. En 2006, la Russie représentait un peu plus de 6 % des exportations et 10 % des importations de l'UE27 et elle était le troisième partenaire commercial de l'UE27, après les Etats-Unis et la Chine.

En 2006, les exportations de services de l'UE25 vers la Russie s'élevaient à 13,1 milliards d'euros, tandis que ses importations de services de Russie atteignaient 9,9 milliards d'euros, soit un surplus de 3,2 milliards d'euros pour l'UE dans le commerce de services avec la Russie.

Au sommet de Saint-Pétersbourg de mai 2003, l'UE et la Russie ont convenu de créer à long terme un «espace économique commun». Une feuille de route approuvée en 2005 fixe les objectifs et les domaines de coopération à court et moyen termes. **Quatorze dialogues** entre l'UE et la Russie couvrant la plupart des secteurs économiques ont été établis jusqu'à présent. Ils comprennent un certain nombre de dialogues réglementaires qui visent à promouvoir l'harmonisation progressive de la législation. Le **Conseil de partenariat permanent** UE-Russie a tenu trois réunions au niveau ministériel en 2006: sur l'environnement, les transports et l'énergie. Ce cadre est complété par des accords sectoriels entre les deux parties.



Port de Kaliningrad

### Objectifs politiques de l'UE

L'objectif général de l'espace économique commun est de créer un marché ouvert et intégré entre l'UE et la Russie. Il s'agit de mettre en place les conditions qui permettront:

- d'accroître les perspectives pour les opérateurs économiques
- de promouvoir le commerce et les investissements
- de faciliter l'établissement et le fonctionnement des entreprises sur une base réciproque
- de renforcer la coopération dans de nombreux secteurs, tels que l'énergie, les transports, les technologies de l'information et de la communication, l'agriculture, l'espace, l'aéronautique, la recherche et le développement, la politique macroéconomique, les services financiers, les droits de propriété intellectuelle, les marchés publics, les investissements, les normes et l'environnement
- de renforcer la coopération économique générale et les réformes en la matière
- de renforcer la compétitivité de l'UE et de la Fédération de Russie.

L'espace économique commun vise aussi à renforcer les économies de l'UE et de la Russie sur la base des principes de non-discrimination, de transparence et de bonne gouvernance, en prenant en compte le dialogue entre entreprises mené au sein de la **table ronde des industriels UE-Russie**. Pour plus d'informations, voir le lien suivant : [http://ec.europa.eu/enterprise/enterprise\\_policy/business\\_dialogue/russia/irussiaoverview.htm](http://ec.europa.eu/enterprise/enterprise_policy/business_dialogue/russia/irussiaoverview.htm).

### ***L'UE: fervent partisan de l'adhésion de la Russie à l'OMC***

La coopération dans ce domaine vise à intégrer davantage la Russie dans l'économie mondiale et à préparer son adhésion à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). L'UE reconnaît le rôle fondamental que joue **l'adhésion à l'OMC** pour intégrer la Russie dans l'économie mondiale et ancrer et consolider ses réformes économiques. Les avantages qui découlent de l'adhésion de la Russie à l'OMC seront réciproques. L'adhésion donnera plus de stabilité et de prévisibilité, de meilleures conditions d'accès, une plus grande sécurité juridique pour les investissements de l'UE en Russie. Les exportateurs russes, quant à eux, disposeront de canaux d'exportation garantis vers tous les marchés de l'UE et vers ceux des autres membres de l'OMC.

En mai 2004, le commissaire européen au commerce Pascal Lamy et le ministre russe du développement économique et du commerce German Gref ont signé un accord qui conclut les négociations bilatérales d'accès au marché en vue de l'adhésion de la Fédération de Russie à l'OMC. L'UE étant le plus grand partenaire commercial de la Russie, cet accord bilatéral UE-Russie a été considéré comme une étape majeure dans le processus d'adhésion de la Russie à l'OMC. L'objectif du gouvernement russe est d'adhérer à l'OMC durant l'année 2007.

### ***Faciliter la réussite de l'économie russe***

La Russie a besoin d'une croissance économique forte et soutenue pour atteindre l'objectif du doublement de son PIB en dix ans fixé par le président Poutine en 2003, pour attirer de nouvelles technologies, diversifier la base économique et développer la production de biens et services de haute valeur et à forte intensité de savoir. Ces éléments forment la base de la compétitivité russe sur les marchés internationaux.

L'UE a un intérêt vital à promouvoir la prospérité chez son plus grand voisin. Les marchés européens et russes sont fondamentalement complémentaires : l'UE et la Russie ont chacune des forces qui pourraient être partagées à leur bénéfice mutuel. L'UE est une économie basée sur la connaissance qui, dans le même temps, a besoin de relever ses perspectives de croissance à long terme; la Russie à son tour est une économie émergente à forte croissance qui nécessite une base de connaissances capable d'exploiter ses forces historiques dans les sciences et technologies de pointe.

Les flux de commerce et d'investissement entre l'UE et la Russie sont déjà importants mais tendent à se concentrer dans des secteurs où les obstacles sont faibles et les systèmes réglementaires compatibles. Les entreprises russes peuvent pourtant éprouver des difficultés à adopter les normes de l'UE. Ou alors les fournisseurs de services ne sont pas à même de répondre aux exigences prudentielles ou législatives. Pour leur part, les entreprises de l'UE qui souhaitent investir en Russie sont souvent rebutées par les obstacles législatifs et bureaucratiques, ainsi que par le montant des tarifs, par exemple sur les composants importés. De tels obstacles diminuent notre compétitivité partagée.

La Russie a fait face à une grave inversion de ses flux traditionnels de capitaux. Les investissements étrangers directs (IED) ont plus que doublé entre 2005 et 2006, passant de 14,6 milliards de dollars US à environ 30 milliards. Actuellement, les flux d'investissements étrangers directs annuels représentent plus de 3 % du PIB. La part des investissements dans le PIB se situe aujourd'hui dans la moyenne de l'OCDE de 22 %, ce qui est assez faible par rapport à d'autres économies émergentes, telles que l'économie chinoise. La plupart de ces investissements vont vers la production de biens manufacturés et de services et ne concernent plus le secteur de l'énergie.

Dans le domaine des transports, le Conseil a adopté des directives de négociation en vue d'un accord sur la navigation par satellite (Galileo/Glonass) en 1999. Les négociations ont été interrompues en 2001, mais des préparatifs sont en cours pour les relancer sur une nouvelle base se fondant sur les priorités des programmes et l'utilisation conjointe des systèmes de navigation par satellite européen et russe.

Un accord sur la pêche qui vise à renforcer la coopération dans le domaine de la pêche et de la conservation des ressources maritimes vivantes de la mer Baltique a été signé en 2006.

Les services de la Commission traitent activement de la question des longues files de camions aux frontières terrestres de l'UE avec la Russie et sont en contact étroit avec les autorités russes afin de dégager et de mettre en œuvre des solutions.

La communication entre l'UE et la Russie s'est améliorée à tous les niveaux et la compréhension est meilleure de nos environnements réglementaires respectifs dans de nombreux secteurs. Des résultats concrets peuvent être attendus à moyen ou long terme en ce qui concerne la convergence réglementaire.

*Une intégration économique poussée et généralisée entre l'UE et la Russie nous permettra d'exploiter pleinement les potentialités de notre partenariat*

**Déclaration du président de la Commission Jose Manuel Barroso lors du sommet UE-Russie d'Helsinki du 24 novembre 2006.**

# III. Énergie, changement climatique et environnement



Le commissaire européen chargé de l'énergie, Andris Piebalgs

L'énergie est un élément de première importance dans les relations UE-Russie dont la caractéristique majeure est l'interdépendance mutuelle de l'offre, de la demande, des investissements et du savoir-faire.

La Russie est le plus grand producteur et exportateur de gaz naturel dans le monde et, avec l'Arabie Saoudite, elle est aussi le plus grand producteur et exportateur de pétrole. Elle contrôle plus de 20 % des réserves gazières connues et 5 % des réserves pétrolières avérées du monde. La part de l'énergie et du secteur des métaux dans l'économie russe se situe à environ 20 % alors que ce secteur emploie seulement 2 % de la main-d'œuvre totale.

Il est de l'intérêt mutuel d'aboutir à un partenariat énergétique plus étroit entre l'UE et la Russie – un partenariat qui offre la sécurité et la prévisibilité pour les deux parties. L'énergie que l'UE achète en Russie contribue de façon très significative à la croissance économique actuelle de ce pays et à l'amélioration des conditions de vie de sa population. À leur tour, les flux stables d'énergie à des prix de vente raisonnables demeurent un important moteur de la croissance économique de l'Europe. En fin de compte, nos citoyens et nos entreprises ont tous besoin de pouvoir bénéficier d'énergie sûre à des prix raisonnables.

## ***Poursuite du développement de liens énergétiques dynamiques***

La Russie restera un important fournisseur de l'UE au cours des années à venir; elle est à même de fournir les importantes quantités de ressources énergétiques supplémentaires que l'UE pourrait avoir besoin d'importer à moyen terme. Il lui faudra procéder à des investissements adéquats dans de nouvelles capacités pour extraire et fournir le gaz et le pétrole. Tant les entreprises russes que les entreprises de l'UE devront avoir un accès équitable, transparent et réciproque aux ressources et aux marchés énergétiques ainsi qu'aux infrastructures de transport pétrolières et gazières.

Les entreprises européennes ont effectué des investissements considérables dans le secteur énergétique russe peu de temps après la chute de l'Union soviétique.

Aujourd'hui, ce sont de plus en plus les entreprises énergétiques russes qui investissent dans l'Union européenne. Pour sauvegarder les investissements ainsi que le commerce, la CE s'est engagée avec la Russie ainsi qu'avec d'autres producteurs énergétiques clés à établir un **traité sur la charte de l'énergie** global. L'action de l'UE et des gouvernements s'accompagne d'une coopération entre entreprises de l'UE et entreprises russes.

Bien que la Russie n'ait pas ratifié le traité sur la charte de l'énergie, elle n'en continue pas moins à affirmer qu'elle a l'intention de suivre ses principes clés. Dès lors, il est de l'intention de l'UE de faire inclure les principes de ce traité dans un nouvel accord à signer bientôt entre l'UE et la Russie.

#### **Promouvoir l'efficacité énergétique: le dialogue énergétique UE-Russie**

Lancé en 2000, le dialogue énergétique UE-Russie offre des perspectives tant au niveau politique qu'au niveau des experts pour renforcer la coopération et résoudre les grands problèmes. Les dossiers examinés comprennent les obstacles aux investissements en termes de transparence, de réciprocité et de protection des investisseurs dans le secteur énergétique, ainsi que la coopération en matière de nouvelles technologies et de projets d'infrastructures. Une attention particulière est accordée à l'efficacité énergétique et aux économies d'énergie – un domaine qui a de grandes potentialités quant à une réduction drastique de la consommation énergétique en Russie.

Dans le contexte du réchauffement planétaire et des prix élevés de l'énergie, tant la Russie que l'UE ont un intérêt commun substantiel à renforcer l'efficacité énergétique en Russie. Selon les données de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), l'efficacité énergétique par rapport au PIB en Russie est encore 2,5 fois inférieure à celle des pays de l'OCDE. Aussi la coopération dans ce domaine doit-elle continuer à bénéficier d'une haute priorité.

Les exemples de coopération UE-Russie au niveau pratique comprennent le Centre technologique du dialogue énergétique à Moscou qui enregistre de bons résultats en tant que point central de coopération pratique dans le secteur énergétique, ainsi que deux autres projets: d'abord, un projet qui implique l'harmonisation des politiques énergétiques, tandis que le deuxième concerne la promotion de l'efficacité énergétique dans trois régions pilotes, à savoir Kaliningrad, Astrakhan et Archangelsk.



Malgré l'évolution positive des relations énergétiques UE-Russie, certaines questions majeures ne sont toujours pas résolues. La poursuite du dialogue est nécessaire par exemple en ce qui concerne l'accès des producteurs énergétiques indépendants aux oléoducs de Russie, ainsi qu'aux voies de transit provenant d'Asie centrale. En outre, la question des interruptions de fourniture de pétrole et de gaz en provenance de la Russie vers

EU Financed wind energy project in the Kaliningrad Oblast

*Dans le secteur énergétique, la Russie a autant besoin de l'Europe que celle-ci a besoin de la Russie. L'énergie que l'Europe achète en Russie a été l'un des facteurs majeurs de la reprise économique de la Russie tandis que les flux stables d'énergie à des prix raisonnables ont été un important moteur de la croissance économique de l'Europe. Autrement dit, dans le secteur énergétique, nous nous renforçons mutuellement..*

**Déclaration du commissaire européen chargé de l'énergie, Andris Piebalgs, lors de la semaine internationale de l'énergie à Moscou le 31 octobre 2006**



l'UE, qui découle des litiges entre la Russie et les pays de transit, doit aussi être résolue par un dialogue mutuel. Les deux parties reconnaissent la gravité de tels événements et ont conscience de l'importance d'un partenariat fructueux. Dès lors, tant l'UE que la Russie comprennent qu'il convient de mieux utiliser le mécanisme des consultations conjointes et d'établir un système d'alerte rapide pour assurer un approvisionnement continu de pétrole et de gaz à tous les consommateurs européens.

**L'énergie nucléaire** continue à être examinée à plusieurs égards: des négociations ont été lancées pour un accord sur le commerce des matières nucléaires. En outre, l'UE souhaite reprendre les discussions du groupe de travail sur la sûreté des réacteurs nucléaires de la première génération. Le sommet de Rome de novembre 2003 a décidé de renouveler l'accord de coopération scientifique et technologique qui couvre aussi la sûreté nucléaire et la fusion nucléaire.

***La coopération sur le changement climatique et l'environnement revêt une importance unique***



Si l'Union européenne collabore avec de très nombreux pays pour faire face aux problèmes environnementaux, la coopération en matière d'environnement et de changement climatique entre l'UE et la Russie revêt une importance unique. Ce partenariat est vital pour l'avenir de l'environnement au niveau mondial, au sein du continent européen, et au niveau local là où nous avons des frontières communes, qu'elles soient terrestres ou maritimes.

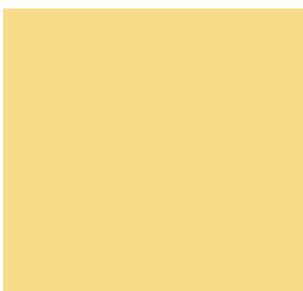
Au niveau mondial, l'engagement de l'UE et de la Russie est essentiel pour combattre le changement climatique; pour promouvoir l'utilisation durable des ressources forestières; pour arrêter le déclin de la diversité biologique; et pour réduire le gaspillage des ressources énergétiques. La décision de la Russie de ratifier le protocole de Kyoto de la convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique en 2005 a été déterminante dans la mise en œuvre de l'accord. L'application par la Russie des mécanismes souples de Kyoto contribuera à ce que le protocole atteigne ses objectifs, qui sont de lutter contre le réchauffement planétaire en réduisant les émissions de gaz à effet de serre.

L'UE et la Russie sont aussi des partenaires pour s'attaquer aux problèmes environnementaux de la région européenne, notamment pour diminuer la pollution atmosphérique transfrontalière, réduire les risques découlant des accidents industriels, nettoyer les mers régionales telles que la mer Baltique, la mer de Barents et la mer Noire, pour sauvegarder l'environnement vulnérable de l'Europe septentrionale et pour protéger les régions naturelles, les espèces menacées et la diversité biologique. En tant que voisins directs, l'UE et la Russie coopèrent étroitement pour protéger les ressources naturelles transfrontalières et pour maintenir la propreté des bassins hydrauliques et des lacs qu'ils partagent.



Dans nombre de ces domaines, les progrès sont déjà évidents. En témoignent le financement conjoint de projets relevant du partenariat pour l'environnement dans le cadre de la dimension septentrionale (NDEP), les efforts déployés pour faire mieux respecter les législations et assurer la bonne gouvernance dans le domaine des forêts, la collaboration bilatérale dans la mise en œuvre de Kyoto et le travail du Centre environnemental régional russe qui, avec les fonds de l'UE, est chargé de faire prendre conscience des problèmes environnementaux. L'ouverture en 2005 de l'usine de traitement des eaux usées du sud-ouest de Saint-Pétersbourg financé par le NPED montre ce qui peut être





atteint grâce à une action coordonnée à un échelon plus local entre la Russie et les partenaires de l'UE.

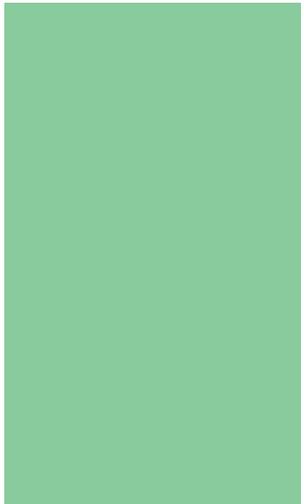
Le lancement du dialogue environnemental UE-Russie à Helsinki en octobre 2006 a accéléré cette coopération. Les groupes d'experts sont maintenant en train d'élaborer des actions communes dans un certain nombre de domaines, notamment le changement climatique, la pollution industrielle, la protection de la nature, les forêts, l'eau et la mer, la convergence des politiques environnementales et l'évaluation de l'impact des projets sur l'environnement.



### **Saviez-vous...**



... que l'énergie et la métallurgie représentent environ 20 % du PIB de la Russie? L'UE est le plus grand consommateur des produits énergétiques russes: 63 % des exportations pétrolières de la Russie et 65 % de ses exportations gazières sont destinées à l'UE. La Russie est le plus grand fournisseur extérieur unique de pétrole de l'UE, représentant 30 % du total des importations de l'UE ou 27 % du total de la consommation pétrolière de l'UE. La Russie représente aussi 44 % des importations de gaz de l'UE ou 24 % de la consommation gazière totale. Cette forte dépendance mutuelle à l'égard des exportations énergétiques explique pourquoi l'énergie joue un rôle important dans les relations UE-Russie.



## IV. Liberté, sécurité, justice et droits de l'homme

Au sommet de Saint-Petersbourg de mai 2003, l'UE et la Russie ont convenu de créer à long terme un «espace commun de liberté, de sécurité et de justice». Une feuille de route approuvée en 2005 fixe les objectifs et le domaine de coopération à court et moyen termes. Son développement graduel a lieu dans le cadre de l'accord de partenariat et de coopération. Des réunions semestrielles de la troïka de l'UE (présidence de l'UE en cours avec présidence suivante, Conseil et Commission) et des homologues russes au niveau ministériel suivent la mise en œuvre générale de cet espace commun.

### Objectifs politiques de l'UE

La coopération dans ce domaine est devenue un élément clé dans le développement d'un partenariat stratégique avec la Russie. Le champ de notre coopération a gagné une énorme importance avec l'extension de nos frontières communes suite aux derniers élargissements. Notre coopération contribue au succès de la construction d'une nouvelle Europe dépourvue de lignes de division et facilite la circulation de tous les Européens tout en créant les conditions permettant de lutter efficacement contre l'immigration clandestine. De plus, l'UE a un intérêt considérable à renforcer la coopération avec la Russie en traitant avec elle les défis communs, tels que la criminalité organisée, le terrorisme et les autres activités illégales de nature transfrontalière. Notre coopération, menée sur la base de valeurs communes, telles que la démocratie, le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, doit traduire le nécessaire équilibre entre sécurité, d'une part, et justice et liberté, d'autre part.

### Stratégie de l'UE

Dans le domaine de la **liberté**, le développement de la politique de visa apporte des bénéfices tangibles à nos citoyens et améliore les contacts entre les populations. Les accords UE-Russie sur la facilitation de la délivrance des visas et la réadmission ont été conclus au début de 2007 et sont entrés en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2007. L'accord relatif aux visas simplifie la procédure de délivrance des visas (par exemple simplification des justificatifs de voyage à présenter, raccourcissement des procédures de traitement des demandes de visa, suppression des frais de visa pour certaines catégories de personnes, exonération de visa pour les détenteurs d'un passeport diplomatique). Les obligations de réadmission concernant le retour de leurs propres ressortissants et des ressortissants de pays tiers résidant clandestinement sur les territoires des États membres de l'UE et de la Russie sont un outil important pour prévenir et traiter l'immigration clandestine.

Sur nos frontières communes, la nouvelle agence pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures des États membres de l'UE (FRONTEX), basée à Varsovie, s'est entendue sur des modalités de collaboration avec le service des garde-frontières russes pour améliorer la gestion et le contrôle des frontières.

Dans le domaine de la **sécurité**, la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée est une priorité clé de la coopération. La Commission utilise le dialogue politique et l'assistance technique pour contribuer à promouvoir le respect du droit international. Les réunions entre le coordinateur de l'UE pour la lutte contre le terrorisme et l'envoyé spécial du président russe ainsi que les réunions d'experts permettent des échanges d'informations et de meilleures pratiques. Le volet sécurité de l'espace commun permet aussi la coopération par exemple dans le domaine de la sécurité des documents, de la lutte contre le blanchiment des capitaux, du trafic de drogues et de la traite des êtres humains ainsi que de la corruption. En ce qui concerne le respect de la loi, l'accord de

coopération EUROPOL-Russie de 2003 permet l'échange d'informations stratégiques. Cet accord est indispensable pour renforcer nos efforts dans la lutte contre la criminalité organisée. Des réunions régulières des officiers de liaison UE-russes dans la lutte contre la criminalité organisée ont lieu à Moscou.

Récemment, la Russie a adopté une loi sur la protection des données personnelles. La ratification de la convention du Conseil de l'Europe en la matière est une condition préalable pour un accord opérationnel supplémentaire et renforcé entre la Russie et EUROPOL.

Dans le domaine de la **justice**, l'UE soutient les réformes judiciaires en Russie, notamment dans des domaines tels que la formation des juges et la modernisation du système judiciaire. À l'heure actuelle, l'UE et la Russie explorent aussi de manière informelle des possibilités de coopération judiciaire dans les matières civiles. En ce qui concerne la coopération dans les matières pénales, EUROJUST et la Russie ont récemment lancé des négociations sur un accord de coopération qui renforcera le travail des parties contre la criminalité transfrontalière.

### Droits de l'homme

La démocratie, le respect des droits de l'homme, des libertés fondamentales et de l'État de droit étant au cœur même des relations UE-Russie, il n'est que normal que ces questions soient régulièrement examinées à tous les niveaux.

En 2005, des consultations régulières semestrielles UE-Russie sur les droits de l'homme ont été établies. Elles ont permis un dialogue substantiel sur les questions des droits de l'homme en Russie et dans l'UE et sur la coopération UE-Russie concernant les droits de l'homme dans les enceintes internationales. L'UE entretient aussi un dialogue régulier avec les ONG russes aussi bien qu'internationales sur les dossiers de droits de l'homme.

Les dossiers que l'UE traite avec la Russie lors des consultations sur les droits de l'homme portent sur ce qui suit: la situation des droits de l'homme en Tchétchénie et dans le nord du Caucase, notamment la torture et les mauvais traitements; la liberté d'expression et de réunion, y compris la liberté de la presse; la situation de la société civile en Russie, notamment à la lumière des lois sur les ONG et les activités extrémistes; le fonctionnement du pouvoir judiciaire, y compris les questions d'indépendance; l'observation des normes en matière de droits de l'homme par les fonctionnaires chargés du respect de la loi; le racisme et la xénophobie; la législation relative aux élections. Pour sa part, la partie russe soulève des questions qui la préoccupent en ce qui concerne les développements à l'intérieur de l'UE.

L'UE a soutenu le développement de la démocratie, la protection des droits de l'homme et le développement d'une société civile éclairée en Russie, notamment au travers de l'initiative européenne pour la démocratie et les droits de l'homme (EIDHR). ([http://www.delrus.cec.eu.int/en/p\\_321.htm](http://www.delrus.cec.eu.int/en/p_321.htm)). Cette initiative a permis à l'UE de travailler avec les ONG et des partenaires tels que le Conseil de l'Europe notamment dans des domaines suivants: réforme pénale; amélioration de la capacité des avocats et des fonctionnaires chargés du respect de la loi d'appliquer la Convention européenne des droits de l'homme; lutte contre les violations des droits de l'homme dans le nord du Caucase; droits de l'homme des appelés des forces armées; promotion des droits de l'enfant; promotion des droits des populations indigènes.



La journaliste Anna Politkovskaya du journal Novaya gazeta, assassinée en octobre 2006

# V. Coopération en matière de politique étrangère et sécurité extérieure

L'UE et la Russie ont convenu de renforcer leur coopération dans le domaine de la sécurité extérieure, ayant toutes deux une responsabilité particulière à assumer pour la sécurité et la stabilité du continent européen et au-delà.

## Objectifs politiques de l'UE

Le renforcement de la coopération UE-Russie comprend 5 domaines prioritaires:

- renforcement du dialogue et de la coopération sur la scène internationale
- lutte contre le terrorisme
- non-prolifération des armes de destruction massive et de leurs moyens d'acheminement, renforcement des régimes de contrôle des exportations et du désarmement
- coopération dans la gestion des crises
- coopération dans le domaine de la protection civile.

## Stratégie de l'UE

L'UE et la Russie œuvrent pour renforcer le rôle des Nations unies, de l'OSCE et du Conseil de l'Europe dans l'établissement d'un ordre international fondé sur le **multilatéralisme effectif**. Un **dialogue politique** extensif et de plus en plus opérationnel caractérise les relations UE-Russie (voir ci-dessus).

L'UE a un puissant intérêt à engager la Russie à renforcer la stabilité sur le continent européen, notamment dans les régions limitrophes des frontières de l'UE et de la Russie – notre **voisinage commun**. Les conflits régionaux en Moldavie (Transnistrie) et dans le sud du Caucase (Abkhazie, Ossétie du Sud et Haut-Karabakh) sont régulièrement examinés. L'UE souligne également l'importance de promouvoir la démocratie au Belarus. Ces débats donnent aussi l'occasion aux deux partenaires de procéder à un échange de vues franc sur la situation dans leur voisinage commun et leur permettent de rechercher des solutions communes.

L'UE et la Russie s'emploient à renforcer leur coopération dans toutes les enceintes internationales et régionales compétentes dans la **lutte contre le terrorisme**, notamment en promouvant et en développant les conventions et instruments en la matière, que ce soit aux Nations unies, à l'OSCE ou au Conseil de l'Europe. L'UE en particulier vise à mettre rapidement la dernière main à une convention globale des Nations unies contre le terrorisme international.

Dans le domaine de la **non-prolifération, du contrôle des exportations et du désarmement**, un objectif majeur de l'UE et de la Russie est de promouvoir l'adhésion univer-



President Putin meets EU High Representative Javier Solana and Romano Prodi

selle aux instruments internationaux en la matière et de les rendre plus efficaces. L'UE se préoccupe en particulier à l'heure actuelle d'obtenir le soutien de la Russie à l'adhésion de tous les États membres de l'UE au régime de contrôle de la technologie des missiles (RCTM). La Russie cherche à adhérer au Groupe Australie (contrôle des armes biologiques et chimiques).

Une partie déterminante des fonds de l'UE est allée au Centre international des sciences et de la technologie de Moscou afin de redéployer les experts en armement dans des projets pacifiques. Depuis 1994, quelque 60 000 experts ont ainsi travaillé dans environ 2 100 projets d'une valeur totale de 635 millions de dollars. Dans ce montant, la participation de l'UE aux efforts de réemploi du Centre en cause s'est élevée à 150 millions d'euros.

L'UE contribue aussi au partenariat global du G8 contre la prolifération des armes de destruction massive. Au sommet du G8 de décembre 2003, l'ex Président de la Commission Prodi a promis un milliard d'euros sur dix ans au titre de contribution au partenariat. Aujourd'hui, l'UE a déjà engagé 800 millions d'euros et en a versé 400 millions. L'engagement de l'UE concerne les quatre domaines de coopération qui ont été recensés : non-prolifération, désarmement, lutte contre le terrorisme et sûreté nucléaire.

Au Conseil européen de Séville de 2002, l'UE a défini les modalités de la participation russe aux **opérations de gestion des crises** de l'UE. Néanmoins, la Russie n'a pas accepté de participer aux opérations de l'UE dans ces conditions. Il n'en reste pas moins qu'un dialogue politique est en train de se mettre en place dans le domaine de la gestion des crises et de la politique européenne de sécurité et de défense, notamment au travers de réunions régulières de l'ambassadeur de Russie à Bruxelles et de la troïka du Comité politique et de sécurité. Des réunions se tiennent aussi régulièrement entre le chef de l'état-major de la défense de la Fédération de Russie et le président du Comité militaire de l'UE, ainsi que des contacts au niveau des experts.

Dans le domaine de la **protection civile**, l'objectif est de renforcer le dialogue et la coopération afin de répondre aux catastrophes et urgences. La coopération a lieu essentiellement entre le Centre de suivi et d'information des urgences civiles de l'UE basé à la direction générale de l'environnement de la Commission et le ministère russe des situations d'urgence. Des dispositions concernant la coopération pratique ont été établies en 2004; elles prévoient des échanges d'informations, des données de contact pour les communications 24 heures sur 24 et des échanges de personnel entre les centres opérationnels.

# VI. Recherche, éducation et culture

L'UE et la Russie ont un intérêt puissant et sincère à collaborer pour renforcer la stabilité politique, sociale et économique en Russie, dans la région et dans le monde. La coopération dans la recherche et le développement, l'éducation et la culture doit contribuer à atteindre cet objectif.

## Objectifs politiques de l'UE

Le renforcement de la coopération dans le domaine de la recherche et du développement, de l'éducation et de la culture contribuera à développer la coopération entre les institutions et entre les personnes qui travaillent sur des défis communs, à mieux faire connaître l'histoire et la culture qui ont pris des chemins divergents et à intensifier les contacts entre les personnes, en particulier les jeunes.

## Stratégie de l'UE

Au sommet de Saint-Petersbourg de mai 2003, l'UE et la Russie ont convenu de créer un espace commun de recherche et d'éducation, y compris les aspects culturels.

Dans le domaine de la **recherche et du développement**, l'objectif est de renforcer la coopération UE-Russie dans des domaines prioritaires convenus ensemble, et de créer des conditions favorables qui correspondent aux intérêts des deux parties, pour atteindre les objectifs suivants :

- structuration d'une société fondée sur la connaissance dans l'UE et en Russie;
- promotion d'un degré élevé de compétitivité et de croissance économique par une modernisation des économies nationales et la mise en œuvre de résultats scientifiques de pointe;
- renforcement et optimisation des liens entre la recherche et l'innovation;
- maintien de l'esprit d'entreprise des PME dans le domaine de la recherche et de l'innovation.



Young Russians celebrating Europe Day 2007 in Moscow on Red Square

Dans le domaine de **l'éducation**, il s'agit d'encourager l'intégration et une plus grande coopération dans le cadre du nouvel espace européen de l'enseignement supérieur, conformément aux dispositions essentielles du processus de Bologne, afin d'atteindre les objectifs suivants:

- adopter des diplômes d'enseignement supérieur comparables;
- adopter un système d'enseignement à deux niveaux «licence-maîtrise» et, dès que possible, à trois niveaux «licence-maîtrise-doctorat»;
- introduire un système de transfert d'unités de cours capitalisables destiné à mettre en œuvre le système européen de transfert de crédits, afin de vérifier le volume des sujets enseignés;
- promouvoir la mobilité académique;
- coopérer pour dispenser un enseignement de qualité;
- introduire des programmes intégrés dans les institutions d'enseignement supérieur;
- promouvoir la formation continue;
- modifier la gestion des institutions d'enseignement supérieur, afin d'adapter l'enseignement dispensé aux étudiants à l'évolution du marché du travail;
- accroître l'attrait des systèmes d'enseignement supérieur en Russie et dans l'UE.

Dans le domaine de la **culture**, les objectifs sont triples:

- promouvoir une approche structurée à la coopération culturelle entre l'UE élargie et la Russie, afin d'encourager la créativité et la mobilité des artistes, l'accès de la population à la culture, la diffusion de l'art et de la culture, le dialogue interculturel et la connaissance de l'histoire et de l'héritage culturel des populations d'Europe;
- renforcer et améliorer l'identité européenne sur la base de valeurs communes, notamment la liberté d'expression, le fonctionnement démocratique de la presse, le respect des droits de l'homme, y compris les droits des personnes appartenant aux minorités, et promouvoir la diversité culturelle et linguistique en tant que base de la vitalité de la société civile en Europe sans lignes de démarcation;
- développer la coopération entre les industries culturelles de l'UE et de la Russie afin d'accroître leur impact tant culturel qu'économique.

### **Le contexte élargi**

La coopération dans la recherche et le développement, l'éducation et la culture a besoin de temps pour se développer. Cela étant, la coopération scientifique entre l'UE et la Russie est déjà très bonne et fructueuse. À ce jour, la Russie a été le pays tiers partenaire qui a enregistré le plus de réussite dans le **programme-cadre UE de recherche et de développement** (<http://ec.europa.eu/research/fp7/>). Grâce au dialogue politique intense et continu dans la recherche, des priorités et plans d'action communs ont été adoptés et sont mis en œuvre (tels que dans l'énergie, les matériaux et nanotechnologies, l'espace, l'aéronautique, le changement climatique et les écosystèmes, ainsi que la santé).

La coopération dans le domaine de l'éducation a lieu au travers du programme **Tempus** ([http://www.etf.europa.eu/Web.nsf/pages/Tempus\\_EN?opendocument](http://www.etf.europa.eu/Web.nsf/pages/Tempus_EN?opendocument)) qui contribue à réformer le système d'enseignement supérieur russe et à œuvrer vers la convergence

des normes et pratiques de l'UE. La Commission envisage de poursuivre le programme Tempus durant la période 2007-2013. Elle encourage aussi l'accès au programme **Erasmus Mundus** ([http://ec.europa.eu/education/programmes/mundus/programme/future\\_en.html](http://ec.europa.eu/education/programmes/mundus/programme/future_en.html)) où le nombre d'étudiants russes sélectionnés pour bénéficier d'une bourse afin de participer aux cours de maîtrise conjoints européens a déjà augmenté pour atteindre 36 en 2006 et présente un énorme potentiel de croissance pour les deux parties. Le programme **Jeunesse** ([http://ec.europa.eu/youth/index\\_en.html](http://ec.europa.eu/youth/index_en.html)) est un autre outil important et efficace pour les contacts entre populations afin de renforcer la mobilité et la coopération dans le domaine de l'éducation non formelle des jeunes.

En 2006, l'**Institut d'études européennes** a été ouvert à Moscou dans le prestigieux Institut d'État des relations internationales (MGIMO), formant un point de concentration des études européennes et de la culture de la compréhension de l'UE entre les étudiants russes et les dirigeants de demain.

Une forte convergence de vues et des approches communes sur la ratification et la mise en œuvre de la convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles est en train d'être favorisée.

### **Saviez-vous...**

... qu'une exposition artistique intitulée «Europe-Russie-Europe» a lieu à Moscou dans la galerie Tretyakov, de renommée internationale, en mai 2007, pour marquer le 10<sup>e</sup> anniversaire de l'accord de partenariat et de coopération et le 150<sup>e</sup> anniversaire de cette galerie d'État? Cette exposition consacrée à l'histoire et aux arts en Europe inclut des chefs-d'œuvre majeurs de collections provenant des États membres de l'UE et de la Russie sur le thème de l'unité européenne. Cette exposition met l'accent sur l'identité nationale, les valeurs et traditions culturelles de chacun des pays participants et sur le renforcement de la compréhension mutuelle et de la coopération entre l'UE et la Russie.

## VII. Programmes et projets de coopération UE

Un programme de coopération financière est en train d'être mis en place – à financer par les deux parties – pour promouvoir et renforcer le partenariat stratégique entre l'Union européenne et la Russie. Les projets seront financés dans la mesure où ils correspondent à des priorités politiques communes. Les propositions de projets qui serviront les objectifs recensés dans les feuilles de route devraient émerger des dialogues sur l'espace commun. Si les deux parties en conviennent, les projets conçus pour atteindre des résultats politiques précis – qu'il s'agisse de l'environnement et du changement climatique, des transports et de l'énergie; de soutenir la lutte contre la criminalité organisée, le terrorisme ou la corruption; ou en faveur de l'accroissement de la coopération dans les sciences et la technologie, les échanges académiques ou culturels – seraient financés à partir du programme UE-Russie de coopération financière.

### Perspective historique

La coopération financière avec la Russie a commencé au début des années 1990, dans le cadre du programme TACIS qui existait à l'époque. Il s'agissait alors d'aider le passage de la Russie à la démocratie et à l'économie de marché et le programme ciblait toute une série de secteurs. Depuis 1991, une aide de plus de 2,5 milliards d'euros a été fournie ainsi par l'intermédiaire de la Commission européenne. Compte tenu des améliorations sensibles intervenues récemment dans la situation budgétaire de la Fédération de Russie, la nécessité d'une aide d'une telle ampleur a considérablement diminué. Désormais, la coopération financière sera ciblée avec soin pour remplir les objectifs définis dans les feuilles de route des espaces communs. À l'avenir, la coopération financière de l'UE avec la Russie devrait être complétée par la Fédération. Les montants mis à disposition par la Commission ont été réduits en conséquence.

### Chiffres – et terminologie

Jusqu'à 60 millions d'euros seront disponibles chaque année pour promouvoir les liens UE-Russie pendant une période de trois ou quatre ans à compter de 2007, en ciblant principalement les quatre espaces communs, les échanges universitaires et éducatifs et le soutien aux régions russes. Mais le total pourrait atteindre 100 millions d'euros en fonction du niveau de la participation russe aux programmes régionaux, transfrontaliers et autres.

Le financement provient essentiellement de *l'Instrument européen de voisinage et de partenariat* (IEVP). Les priorités de la coopération, telles qu'elles sont décrites ci-dessus, sont fixées dans les *programmes indicatifs* nationaux, régionaux et transfrontaliers pour 2007-2010, approuvés par les États membres de l'UE ainsi que par le gouvernement russe. Elles définissent les montants respectifs affectés à la coopération avec les autorités fédérales russes et avec un certain nombre de pays de la région, ainsi qu'à la coopération entre les autorités locales de part et d'autre de la frontière Russie-UE.

Le **programme régional** englobant l'Europe orientale et la Russie, le Caucase du Sud et l'Asie centrale est destiné à encourager la coopération régionale dans les transports, l'énergie, le commerce et les investissements, l'environnement, la gestion des frontières et de l'immigration et la lutte contre la criminalité organisée et le trafic de stupéfiants. Des fonds sont aussi disponibles pour la dimension septentrionale (voir section distincte). Les républiques et oblasts russes peuvent bénéficier d'un certain nombre de **programmes transfrontaliers** ou de **voisinage** fixés par la Commission européenne (les programmes des mers Barents et Baltique, Carélie et Sud-est de la Finlande/Russie;

Estonie/Lettonie/Russie; et Lituanie/Pologne/Russie). L'objectif est de promouvoir le développement économique et social dans les régions frontalières, de s'attaquer aux problèmes communs qui concernent l'environnement, la santé et la sécurité et enfin d'encourager les échanges et les contacts transfrontaliers.

Le financement de la coopération financière avec la Russie provient aussi de *l'instrument de sûreté nucléaire, l'instrument pour la démocratie et les droits de l'homme*, un certain nombre de *programmes thématiques* et – si une crise devait se produire – de différents *instruments* conçus pour répondre aux crises humanitaires et autres.

### **Sûreté nucléaire**

Depuis ses débuts en 1992, le programme TACIS a contribué à améliorer la sûreté nucléaire dans la Fédération de Russie grâce à quelque 500 millions d'euros.

Ce financement a été consacré à une aide sur place à des sites nucléaires sur tout le territoire de la Fédération de Russie, par exemple à Smolensk (Russie occidentale), Sosnovy Bor (Oblast de Leningrad) et Kola (Russie arctique), et à l'octroi du soutien nécessaire par les opérateurs UE aux améliorations dans les centrales nucléaires de Russie sur une base continue. Cette assistance cible les domaines de la sûreté de conception, les conditions de fonctionnement et de surveillance et l'organisation générale de la sûreté opérationnelle.

Le programme a également soutenu l'autorité nationale de régulation de Russie. Grâce à l'assistance technique et financière de l'UE, le programme apporte un appui dans l'établissement du cadre légal nécessaire. Il améliore aussi la culture générale de sécurité grâce à un dialogue plus formel et plus régulier entre les opérateurs des centrales et les autorités de régulation, d'une part, et leurs homologues occidentaux, d'autre part.

Le programme TACIS a également aidé à améliorer la garantie nucléaire et a contribué au volet nucléaire du partenariat environnemental de la dimension septentrionale ([http://ec.europa.eu/comm/external\\_relations/north\\_dim/](http://ec.europa.eu/comm/external_relations/north_dim/)) – dont la Commission est l'un des principaux contributeurs. Ce partenariat vise à résoudre la situation du Nord-Ouest de la Russie, où l'héritage de la flotte arctique soviétique représente un problème majeur.

Notre collaboration avec nos partenaires russes a été très appréciée par les différents intervenants russes, un fait qui a été clairement mis en avant par leurs déclarations positives exprimées lors de réunions récentes visant à lancer notre coopération pour la période 2007-2013, qui est prévue dans le cadre d'un nouvel instrument de sûreté nucléaire.

# VIII. Coopération avec les régions de Russie



Kaliningrad, qui a récemment célébré son 750<sup>e</sup> anniversaire, est un des grands centres de l'histoire culturelle de l'Europe

## Kaliningrad

L'élargissement de l'UE de 2004 a fait de l'oblast russe de Kaliningrad une enclave entourée de territoires UE à la frontière de la Pologne et de la Lituanie. L'UE a pris en compte les préoccupations de la Russie concernant les impacts négatifs éventuels de l'élargissement de l'UE sur le transit de marchandises et de personnes de et vers Kaliningrad. Ainsi a été conclu un accord entre l'UE et la Russie sur la facilitation du régime de transit pour la circulation des personnes en 2003. Le fossé de prospérité entre Kaliningrad et les régions avoisinantes pose un problème supplémentaire qui a des répercussions sur la situation socio-économique des deux parties de la frontière.

### Objectifs politiques de l'UE

- veiller à ce que la région de Kaliningrad puisse bénéficier du développement durable de la région de la mer Baltique et puisse aussi y contribuer
- promouvoir le développement socio-économique de Kaliningrad
- veiller au fonctionnement harmonieux et efficace du transit des marchandises et des personnes entre Kaliningrad et le reste de la Russie.

### Stratégie de l'UE

En ce qui concerne le transit entre Kaliningrad et le reste de la Russie, des mesures sont prises pour améliorer l'efficacité du franchissement de la frontière et le développement socio-économique de la région. Les autorités douanières de Lituanie et de Russie ainsi que la Commission coopèrent afin que le transit fonctionne de la meilleure manière possible. Depuis 2004, la forte croissance des volumes de transit permet de penser que ces dispositions fonctionnent bien. Les réunions/consultations techniques entre la Commission et les autorités compétentes se penchent sur les questions qui subsistent dans les domaines suivants: transit des animaux vivants, contrôles vétérinaires et phytosanitaires, limitations du montant des biens personnels que peuvent transporter les passagers des trains et problèmes de capacité aux points de passage de la frontière. La Lituanie et la Russie ont reconnu le bon fonctionnement du régime de transit facilité des personnes, qui est entré en vigueur en juillet 2003. La Commission a publié un rapport en décembre 2006 qui reconnaît que le régime de transit fonctionne de manière satisfaisante.

Il n'en reste pas moins nécessaire de continuer à faciliter les mouvements transfrontaliers entre Kaliningrad et ses voisins. Les infrastructures frontalières doivent être améliorées, notamment par la mise en œuvre rapide et efficace de projets déjà approuvés. Les procédures doivent être rationalisées et simplifiées pour éliminer les longues files de camions qui entravent la circulation entre Kaliningrad et les régions avoisinantes de Pologne et de Lituanie. Même si des mesures sont en train d'être prises pour atteindre cet objectif, il demeure très important d'approfondir et de poursuivre la coopération.

Kaliningrad a souffert d'un fort déclin économique dans les années 1990, qui a eu des conséquences sociales négatives. Néanmoins, depuis 2001, elle a connu une croissance économique plus rapide que la moyenne russe. Elle est devenue un important point d'exportation pour les matières premières provenant de Russie et un centre d'importation pour les biens manufacturés en provenance de l'UE. Le commerce est florissant à Kaliningrad grâce aux avantages douaniers et fiscaux qui lui ont été octroyés par le

gouvernement fédéral. Le statut de Kaliningrad en tant que zone économique spéciale russe a été récemment renouvelé, quoique avec quelques changements mineurs. La nouvelle législation vise à attirer les investissements dans les industries manufacturières. Alors que les niveaux d'investissement demeurent relativement faibles, il y a quelques exemples d'investissements étrangers fructueux à Kaliningrad, tels que l'usine d'assemblage des voitures de BMW.

### ***L'UE soutient le développement de Kaliningrad***

Pour Kaliningrad, l'UE a engagé près de 100 millions d'euros au titre de l'assistance technique durant les périodes 2001-2003 et 2004-2006. Un montant supplémentaire de plus de 50 millions d'euros a été prévu pour la période 2007-2013. Les projets portent sur le renforcement des institutions, l'énergie, les transports, la restructuration des entreprises, la formation à la gestion et l'environnement. L'objectif est de soutenir les efforts déployés par la Russie pour promouvoir le développement économique et social de la région de Kaliningrad et de renforcer la coopération transfrontalière le long des frontières de l'UE élargie avec la Russie.

Voici quelques exemples de projets:

- promotion des activités innovantes des PME, commerce et investissement, amélioration de la distribution d'énergie et de son efficacité aux niveaux industriel et municipal et développement des capacités administratives des autorités régionales
- coopération, échanges et formation de réseaux entre les universités de Kaliningrad et de l'UE
- programmes visant à combattre la toxicomanie, le HIV/sida et la tuberculose
- aide à l'environnement, l'accent étant mis tout particulièrement sur le traitement des eaux usées et le suivi des marées noires dans la mer Baltique
- amélioration des indicateurs de santé et de la formation professionnelle.

L'accent a été mis récemment sur les projets visant à développer les capacités administratives de la région (en particulier l'amélioration des conditions générales du développement des entreprises); à améliorer la qualité des services de santé primaires et préventifs; à promouvoir le potentiel intellectuel de la région; et enfin à encourager les échanges culturels transfrontaliers.

## Caucase du Nord

Depuis le début du conflit en Tchétchénie en automne 1999 et si l'on inclut la nouvelle décision de financement à hauteur de 17,5 millions d'euros pour 2007, **la Commission européenne a fourni environ 220 millions d'euros en aide humanitaire** pour cette crise, ce qui fait de l'UE le plus grand donateur dans la région.

L'aide vise à soutenir les personnes déplacées à l'intérieur du pays et les groupes vulnérables de Tchétchénie, ainsi que les personnes déplacées d'Ingouchie et du Daguestan. L'aide est fournie essentiellement dans les secteurs suivants: protection de la population civile, réhabilitation des abris, activités génératrices de revenus, assistance sanitaire et psychosociale. En outre, un soutien sera accordé aux réfugiés tchétchènes en Géorgie et

en Azerbaïdjan. Les fonds sont alloués via la direction générale de l'aide humanitaire de la Commission européenne (ECHO).

Des améliorations relatives de la situation socio-économique de la Tchétchénie au cours de ces deux dernières années et des efforts importants de reconstruction ont amené, en 2007, à réduire les programmes humanitaires d'ECHO dans la région pour la première fois depuis le début de la crise.

Toutefois, bien que le conflit en Tchétchénie ait reculé, la situation humanitaire de la région demeure difficile. Quelque 150 000 personnes continuent à être déplacées dans la république. Nombre d'entre elles étaient revenues d'Ingouchie au cours de ces quelques dernières années mais elles n'ont pas pu retourner chez elles parce que leur maison a été détruite pendant le conflit. Les conditions de vie demeurent extrêmement difficiles. En dehors de la Tchétchénie, environ 18 000 personnes sont toujours déplacées en Ingouchie et quelque 7 000 au Daguestan.

Parallèlement à la baisse des activités d'aide humanitaire, l'accent de l'UE se déplace d'une aide purement humanitaire à des programmes de développement. Récemment, l'UE a lancé un nouveau **programme spécial de redressement économique du Caucase du Nord** doté d'un budget de 20 millions d'euros pour la santé, l'éducation et le développement économique. Il y a manifestement un intérêt mutuel à parvenir à la stabilité et dès lors au redressement et au développement du Caucase du Nord. L'UE est prête à fournir un soutien supplémentaire au programme de redressement mis en place par la Fédération de Russie et les gouvernements régionaux en faveur de la Tchétchénie et de la région avoisinante.



Formation de villageois tchétchènes à des activités génératrices de revenus financées par ECHO

# Annexe – Données chiffrées

## Données chiffrées UE-Russie

	<i>Fédération de Russie (2006)</i>	<i>UE-27 2006</i>
<b>Population</b>	143 millions	493 millions
<b>Superficie</b>	17 075 000 km <sup>2</sup>	4 423 000 km <sup>2</sup>
<b>Densité de la population</b>	83 habitants par km <sup>2</sup>	113 habitants par km <sup>2</sup> (2003)
<b>Espérance de vie à la naissance</b>	67 ans	75,8 ans (2005)
<b>Produit intérieur brut (PIB) en euros (arrondi)</b>	740 milliards	10 750 milliards
<b>PIB par habitant (parité du pouvoir d'achat) en euros (arrondi)</b>	9 200	22 300 (UE-25)
<b>Structure du PIB</b>		
Industrie	36,6%	27,2%
Services	58,2%	67,1%
Agriculture	5,3%	4,3%

## Echanges commerciaux UE-Russie

### COMMERCE DE LA RUSSIE AVEC SES PRINCIPAUX PARTENAIRES (2005)

Partenaires majeurs de la Russie à l'importation			Partenaires majeurs de la Russie à l'exportation		
Partenaires	Mio EUR	%	Partenaires	Mio EUR	%
<b>Monde</b>	<b>77 900</b>	<b>100,0</b>	<b>Monde</b>	<b>191 173</b>	<b>100,0</b>
1 <b>UE</b>	<b>34 904</b>	<b>44,8</b>	1 <b>UE</b>	<b>107 494</b>	<b>56,2</b>
2 Ukraine	6 250	<b>8,0</b>	2 Chine	10 489	<b>5,5</b>
3 Chine	5 819	<b>7,5</b>	3 Ukraine	9 949	<b>5,2</b>
4 Japon	4 695	<b>6,0</b>	4 Turquie	8 729	<b>4,6</b>
5 Belarus	3 709	<b>4,8</b>	5 Suisse	8 410	<b>4,4</b>

### COMMERCE DE LA RUSSIE AVEC SES PRINCIPAUX PARTENAIRES (2006)

Partenaires majeurs de l'UE à l'importation			Partenaires majeurs de l'UE à l'exportation		
Partenaires	Mio EUR	%	Partenaires	Mio EUR	%
<b>Monde</b>	<b>1 348 317</b>	<b>100,0</b>	<b>Monde</b>	<b>1 164 719</b>	<b>100,0</b>
1 Chine	191 342	<b>14,2</b>	1 Etats-Unis	267 672	<b>23,0</b>
2 Etats-Unis	175 813	<b>13,0</b>	2 Suisse	86 392	<b>7,4</b>
3 <b>Russie</b>	<b>136 847</b>	<b>10,1</b>	3 <b>Russie</b>	<b>71 791</b>	<b>6,2</b>
4 Norvège	79 019	<b>5,9</b>	4 Chine	63 248	<b>5,4</b>
5 Japon	75 631	<b>5,6</b>	5 Turquie	46 350	<b>4,0</b>

### UNION EUROPÉENNE: IMPORTATIONS DE RUSSIE (EN MIO EUR)

SITC Rév. 3 Groupes de produits	2002	%	2004	%	2006	%	Part du total des importa- tions de l'UE
<b>TOTAL</b>	<b>61 999</b>		<b>80 722</b>		<b>136 847</b>		<b>10,15</b>
<b>Produits primaires</b>	<b>44 752</b>	<b>72,2</b>	<b>57 895</b>	<b>71,7</b>	<b>101 298</b>	<b>74,0</b>	<b>21,20</b>
<i>dont:</i>							
Énergie	37 302	<b>60,2</b>	48 749	<b>60,4</b>	89 534	<b>65,4</b>	<b>28,34</b>
Produits agricoles	2 538	<b>4,1</b>	2 215	<b>2,7</b>	2 697	<b>2,0</b>	<b>3,10</b>
<b>Produits manufacturés</b>	<b>7 114</b>	<b>11,5</b>	<b>9 131</b>	<b>11,3</b>	<b>11 173</b>	<b>8,2</b>	<b>1,73</b>

### UNION EUROPÉENNE: EXPORTATIONS DE RUSSIE (EN MIO EUR)

SITC Rév. 3 Groupes de produits	2002	%	2004	%	2006	%	Part du total des exporta- tions de l'UE
<b>TOTAL</b>	<b>34 279</b>		<b>45 832</b>		<b>71 791</b>		<b>6,16</b>
<b>Produits primaires</b>	<b>4 862</b>	<b>14,2</b>	<b>5 312</b>	<b>11,6</b>	<b>7 671</b>	<b>10,7</b>	<b>5,22</b>
<i>dont:</i>							
Produits agricoles	4 222	<b>12,3</b>	4 571	<b>10,0</b>	6 318	<b>8,8</b>	<b>9,20</b>
Énergie	182	<b>0,5</b>	247	<b>0,5</b>	461	<b>0,6</b>	<b>0,98</b>
<b>Produits manufacturés</b>	<b>28 781</b>	<b>84,0</b>	<b>38 820</b>	<b>84,7</b>	<b>51 359</b>	<b>71,5</b>	<b>6,44</b>
<i>dont:</i>							
Machines	10 920	<b>31,9</b>	16 341	<b>35,7</b>	17 024	<b>23,7</b>	<b>7,45</b>
Produits chimiques	4 659	<b>13,6</b>	6 341	<b>13,8</b>	10 688	<b>14,9</b>	<b>5,88</b>
Équipement de transport	3 693	<b>10,8</b>	4 970	<b>10,8</b>	8 087	<b>11,3</b>	<b>5,53</b>



**COMMERCE DE MARCHANDISES DE L'EU27 AVEC LA RUSSIE**  
(en millions d'euros)

	<b>Exportations</b>	<b>Importations</b>	<b>Solde</b>
<b>2000</b>	22 738	63 777	-41 039
<b>2001</b>	31 602	65 875	-34 272
<b>2002</b>	34 420	64 493	-30 073
<b>2003</b>	37 206	70 663	-33 457
<b>2004</b>	46 030	83 954	-37 924
<b>2005</b>	56 880	112 613	-55 733
<b>2006</b>	<b>72 360</b>	<b>140 586</b>	<b>-68 226</b>



## Commerce de services:

<b>COMMERCE DE SERVICES* DE L'UE 27 AVEC LA RUSSIE (en millions d'euros)</b>									
	<b>Crédit</b>			<b>Débit</b>			<b>Solde</b>		
	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>
<b>Total</b>	<b>9 094</b>	<b>11 444</b>	<b>13 084</b>	<b>6 800</b>	<b>8 125</b>	<b>9 892</b>	<b>2 294</b>	<b>3 320</b>	<b>3 191</b>
<i>dont:</i>									
<i>Transports</i>	2 324	2 899	3 116	2 708	3 486	4 610	-384	-587	-1 494
<i>Voyages</i>	2 241	2 529	3 034	1 772	1 863	2 062	469	666	973
<i>Autres services</i>	4 355	5 884	6 606	2 309	2 766	3 094	2 047	3 118	3 511
<i>dont:</i>									
<i>Services de communications</i>	130	149	229	130	184	230	0	-35	-2
<i>Services de bâtiment et travaux publics</i>	622	810	466	412	434	257	210	376	208
<i>Services d'assurance</i>	92	91	109	59	89	169	33	2	-60
<i>Services financiers</i>	556	722	903	89	115	173	467	606	729
<i>Services d'Informatique et d'information</i>	310	500	679	32	39	59	278	461	620
<i>Redevances et droits de licence</i>	125	216	106	22	16	6	103	200	100
<i>Autres services aux entreprises</i>	2 362	3 138	3 844	1 440	1 756	2 063	922	1 381	1 782
<i>Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs</i>	42	122	112	29	34	40	13	88	72
<i>Services fournis ou reçus par les administrations publiques, divers</i>	116	137	157	95	98	97	21	39	62
<b>Total extra-EU25</b>	<b>372 620</b>	<b>406 292</b>	<b>449 688</b>	<b>325 044</b>	<b>349 357</b>	<b>382 544</b>	<b>47 576</b>	<b>56 935</b>	<b>67 144</b>
<b>Russie / total extra-EU25</b>	<b>2,4%</b>	<b>2,8%</b>	<b>2,9%</b>	<b>2,1%</b>	<b>2,3%</b>	<b>2,6%</b>			

\* les données 2006 sont provisoires

## Investissements:

	Stocks d'IED de l'UE-25 en Russie		Stocks d'IED russes dans l'UE-25	
	fin-2004	fin-2005	fin-2004	fin-2005
en millions d'euros	20 983	31 324	5 558	9 213

Flux d'IED de l'EU25 avec la Russie (en millions d'euros)					
	2001	2002	2003	2004	2005
IED de l'EU25 en Russie (sortie)	2 495	2 454	7 704	5 878	8 997
IED russe dans l'EU25 (entrée)	752	342	704	196	4 107
Flux nets d'IED de l'EU25 (sortie moins entrée)	1 743	2 112	7 000	5 682	4 890

Commission européenne

**L'Union européenne et la Russie:  
Voisins proches, acteurs internationaux, partenaires stratégiques**

Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes

2007 — 32 p. — 21 X 29,7 cm

ISBN 978-92-79-06391-6

**Comment vous procurer les publications de l'Union européenne?**

Vous trouverez les publications de l'Office des publications disponibles à la vente sur le site de l'EU Bookshop (<http://bookshop.europa.eu>), où vous pourrez passer commande auprès du bureau de vente de votre choix.

Vous pouvez également demander la liste des points de vente de notre réseau mondial par télécopie au (352) 29 29-42758.



COMMISSION EUROPÉENNE  
Relations Extérieures



Office des publications  
*Publications.europa.eu*

ISBN 978-92-79-06391-6



9 789279 063916